

Monsieur le Président,

Je vous parlerai aujourd'hui des relations du Canada avec la Chine. Vous avez proposé vous-mêmes le sujet: j'espère que vous ne m'en voudrez pas de dire que vous avez bien choisi. L'accession de la Chine au rang de puissance mondiale est l'un des faits les plus marquants de l'actualité politique. La reconnaissance par le Canada de la République populaire de Chine, intervenue il y a juste deux ans aujourd'hui, et le rôle joué par notre pays dans l'admission de Pékin au siège de la Chine aux Nations Unies sont parmi les événements les plus importants de la politique étrangère canadienne des deux dernières décennies. Que signifient ces événements pour les Canadiens? Quel sens ont-ils pour vous en tant que citoyens et hommes d'affaires? Que pouvons-nous attendre de ces relations nouvelles avec un gouvernement qui représente un quart de l'humanité? Que devons-nous ne pas escompter? J'ai des idées sur tous ces points, à la suite en partie des impressions que j'ai rapportées d'une visite de dix jours en Chine au mois d'août. Je suis heureux d'avoir cette occasion de partager ces idées avec vous.

D'abord, quelques faits d'histoire: en avril 1949, l'Armée communiste chinoise entra dans Nankin, ancienne capitale du Gouvernement nationaliste, où étaient situées les ambassades des gouvernements étrangers. Se trouvait notamment à Nankin l'ambassade du Canada, notre pays ayant reconnu le Gouvernement nationaliste. L'occupation de la ville symbolisait donc la fin des anciennes relations du Canada avec la Chine. Ces relations devaient rester brisées durant plus de vingt ans. Elles ne furent rétablies que le 13 octobre 1970, lorsque se nouèrent des relations diplomatiques entre le Canada et la République populaire de Chine.

Pendant cet intervalle de vingt ans, les relations du Canada avec la Chine furent, pour dire le mieux, inexistantes et, en mettant les choses au pire, dangereusement mauvaises. Il était clair dès le commencement que le Gouvernement de Pékin avait effectivement la haute main sur son territoire et son peuple. Autrement dit, il répondait à certaines des normes classiques de la reconnaissance des Etats. Les gouvernements qui se sont succédé au Canada de 1949 à 1968 ont donc examiné la possibilité d'entrer en relations officielles, mais pendant des années, il y eut, à ce faire, d'énormes obstacles.

Peu après l'établissement de la République populaire de Chine, les deux pays se trouvèrent en cause, l'un en face de l'autre, dans la guerre de Corée. Il fut donc impossible à tout gouvernement canadien d'envisager l'établissement de relations avec Pékin tant pendant les hostilités coréennes que dans l'atmosphère d'amertume qui s'ensuivit.